

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DORDOGNE ENROBES

La Rampinsolle Sud
24660 Coulounieix-Chamiers

Références : UbD24-47/0045/2026
Code AIOT : 0005205363

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement DORDOGNE ENROBES implanté LA RAMPINSOLLE SUD ROUTE D'ATUR 24660 Coulounieix-Chamiers. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une « opération coup de poing », régionale consacrée aux conditions de stockage des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DORDOGNE ENROBES
- LA RAMPINSOLLE SUD ROUTE D'ATUR 24660 Coulounieix-Chamiers

- Code AIOT : 0005205363
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Dordogne Enrobés exploite sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 1998, complété par l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2023 une centrale d'enrobés à chaud de matériaux routiers relevant de la rubrique 2521 de la nomenclature des ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	15 jours
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement ne dispose pas d'un important stockage de liquides dangereux. Néanmoins, des actions correctives sont attendues sur l'étiquetage et les modalités de stockage du produit MA3

Evotherm en particulier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Par sondage, 2 FDS accessibles depuis le serveur, correspondants aux produits suivants ont pu être consultées : - Tétrachloroéthylène (utilisé par l'équipe itinérante du laboratoire). FDS datée du 22/09/2023. - MA3 Evotherm (additif pour bitume tiède). FDS datée du 13/03/2025. L'exploitant précise que le produit est très peu utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Le tétrachloroéthylène est utilisé en machine fermée double paroi où il est recyclé. L'évacuation du déchet est effectuée en tant que de besoin en GRV de 200 litres (non présent le jour de l'inspection). Le produit MA3 Evotherm (corrosif et dangereux pour l'environnement) d'un stockage de 1 m3 en IBC, sur dalle béton sous hangar, n'est pas associé à une rétention. L'exploitant précise que la commande d'une rétention est passée. Le bon de commande a pu être présenté. (cf point de contrôle n°3).

L'inspection relève l'absence de pictogramme/mention de danger. L'étiquette du produit est peu lisible et on note un important dépôt de poussières sur le contenant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie sous 15 jours de l'étiquetage sur le contenant du produit MA3 Evotherm.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les cuves de ADblue et GNR sont disposées sur des rétentions adaptées.</p> <p>Le produit MA3 Evotherm (corrosif et dangereux pour l'environnement) d'un stockage de 1 m3 en IBC, sur dalle béton sous hangar, n'est pas associé à une rétention. L'exploitant a présenté le bon de commande établi le 19/02/2026 relatif à l'achat d'une rétention.</p> <p>2 bidons (dont un vide) présentant un pictogramme "Dangereux pour l'environnement aquatique" ont été observés dans le hangar. Ces derniers ne sont pas associés à une rétention. Leur contenu n'est pas identifiable. Selon l'exploitant, il s'agirait d'huile.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie sous 15 jours de la mise en place d'une rétention adaptée au produit MA3 Evotherm (photographie et détail de la capacité et de la compatibilité de la rétention).</p> <p>Les bidons (avec une étiquette "Dangereux pour l'environnement") doivent également être placés sur rétention et comportés un étiquetage correspondant au produit.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : En dehors du produit MA3 Evotherm, la cuve de GNR et la cuve de ADblue sont disposées sur rétention séparée et adaptée, l'inspection n'a pas relevé de produit incompatible associé à une même rétention. Les règles d'incompatibilité de produits chimiques sont rappelées dans la consigne d'exploitation du 25/02/2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'état des stocks est reporté dans le document consigne d'exploitation. Une cartographie du stockage est établie.
Type de suites proposées : Sans suite